



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



le 18 janvier 2021

23 JANVIER ET 4 FÉVRIER : TOUS ENSEMBLE CONTRE LES LICENCIEMENTS ET SUPPRESSIONS DE POSTES

Michelin, Renault, Bridgestone, Total, Sanofi, TUI... Pas une journée ne se passe sans une annonce de suppressions d'emplois. La faute au corona, à la transition énergétique, à la concurrence étrangère ? Des prétextes qui masquent la rapacité patronale. Il n'y a aucune fatalité : la mobilisation collective du monde du travail peut remettre en cause leur frénésie de suppressions d'emplois.

« Zéro licenciement » ? Mais un million de chômeurs supplémentaires !

La liste des suppressions de postes s'allonge mais, à les entendre, aucun grand groupe ne licencie. Immaculée Conception de chômeurs, baptisée « zéro licenciements » par Total, qui s'apprête à supprimer 700 emplois à la raffinerie de Grandpuits (77).

Les combines ne manquent pas pour licencier sans licencier, sans payer le coût associé d'un plan dit social : départs au volontariat forcé, ruptures conventionnelles, restructurations qui poussent à la démission, licenciements sous prétexte disciplinaires, fins de mission d'intérim, fins de CDD, etc.

Une hécatombe dont les effets se cumulent avec les vraies faillites de petites entreprises et les coupes incessantes dans des services publics : les suppressions d'emploi à la SNCF, c'est trois Bridgestone chaque année depuis vingt ans !

Un crime social subventionné par l'État

Ce chômage de masse est une opportunité pour imposer baisses de salaire et dégradations des conditions de travail à l'ensemble des salariés. C'est une arme pour faire pencher le rapport de force en faveur du patronat. Et qu'importent ses effets dévastateurs : les queues qui s'allongent devant les soupes populaires, le désespoir de la jeune « génération Covid » ou la montée des idées obscurantistes qui fleurissent sur le terreau de la misère.

Le gouvernement accompagne, justifie et subventionne ce crime social. Aides publiques, baisse des impôts sur les sociétés, prêts garantis et crédits d'impôts (notamment à Total et Renault pour la prétendue « transition énergétique »). Sa politique consiste à faire payer au contribuable les licenciements dans les grands groupes !

Mais les ministres jouent la comédie du « nationalisme économique ». Bruno Le Maire se vante d'avoir re-

poussé l'envahisseur québécois qui voulait racheter Carrefour – et alors ? Ce carrefour bien français qui touche des millions de l'État a supprimé 3000 emplois en 2019. Son concurrent Auchan, bleu-blanc-rouge lui aussi, a supprimé 1 500 postes cette année, tombés pour enrichir la famille Mulliez... Qui n'est pas québécoise ! La lutte pour l'emploi est une lutte de classe, salariés contre patronat, la nationalité des uns ou des autres n'y change rien.

Du travail pour tous plutôt que la course au profit

Il n'y a aucune fatalité. Records en bourse, record de milliardaires : de l'argent, il y en a. C'est une affaire de choix politiques. Les travailleurs ont les moyens d'imposer les leurs, même en pleine pandémie. Sans attendre après les promesses électorales qui commencent déjà, sans croire aux mensonges nationalistes, sans illusions sur la « tactique » prônée par tant de dirigeants syndicaux, qui ne proposent que de négocier, entreprise par entreprise, des sacrifices pour les travailleurs contre quelques vagues promesses : en bref, jouer aux moutons pour calmer l'appétit des loups.

Si la pandémie a montré une urgence, c'est celle d'embauches massives dans les services utiles à la population, dans tous les secteurs essentiels. Cela passe par le partage du travail entre tous sans perte de salaire, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes pour en finir avec le chômage. Un programme pour les luttes de l'ensemble du monde du travail.

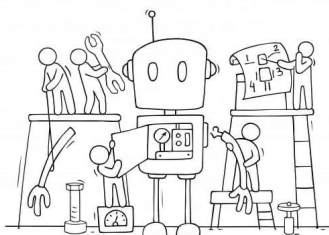
Des syndicats appellent (enfin) à une journée de grève interprofessionnelle le 4 février. Une occasion à saisir pour poser un jalon d'une telle riposte. D'ici là, les salariés du groupe de tourisme TUI appellent à une manifestation nationale contre les licenciements ce samedi 23 janvier à Paris. Des travailleurs de plusieurs entreprises de différents secteurs, syndiqués ou non, les rejoignent, notamment ceux de la raffinerie Grandpuits, en grève depuis deux semaines. Soyons-y nombreux. Une voie à suivre !

Bordeaux - Lille, même robot même combat !

A la PIC de Cestas (Bordeaux) un robot de manutention est arrivé il y a quelques semaines. Semblable à ceux qu'on trouve dans l'industrie automobile, il a pour but de prendre en charge une partie des bak et k7 qui transitent sur le TCC pour les déplacer sur CE avant expédition.

Seulement pas un jour ne passe sans qu'il se bloque, qu'il mélange des destinations ou qu'il ne fonctionne tout simplement pas. Sans effectif supplémentaire pour s'en occuper à la production comme à la maintenance, ce robot est loin d'être une aide pour les collègues qui doivent s'en occuper, en plus du reste.

Et si ce robot qui trie péniblement 15 à 20% du trafic au TCC vaut 800 000 euros, combien ça vaut de faire tout le reste du travail ? Bien plus que ce qu'ils nous payent en tous cas !



Terminator (épisode 2)

Ça y est, les préparateurs de commandes autonomes sont en marche. On les voit déambuler dans les allées... sans chauffeur. Certains collègues ont noté que ces machines pourraient alléger notre charge de travail, en s'occupant des CE vides. Et pourquoi pas même nous permettre d'augmenter nos temps de pause ou baisser le temps de travail. Mais c'est sans compter sur les plans de la direction qui a l'attention d'utiliser ces machines pour supprimer des emplois à moyen terme. Il va falloir se battre tous ensemble pour que le progrès technique serve les travailleurs et non le portefeuille des patrons !

De la neige et pas de pitié

Il a neigé samedi et ça a été une belle galère pour les collègues qui bossaient d'après-midi pour repartir chez eux. Déjà que le week-end était court, certains ont doublé leur temps de trajet. On aurait pu s'attendre à un geste de la direction en laissant les collègues partir plus tôt. Ça doit bien être possible puisqu'ils le font les veilles de Noël et nouvel an. Mais apparemment, ce n'est plus dans leur logiciel de 2021. Si on ne peut rien faire pour changer de saison, on peut par contre réchauffer la température sociale pour arrêter de se faire marcher dessus !

Moins de travail, et alors ? On partage!

La peak periode a pris fin et des dizaines d'intérimaires ont été remerciés dans tous les services. Pour certains, la situation est dramatique. Peut-être que les dirigeants de La Poste (bien au chaud dans leurs grandes demeures) pensent que nous n'avons besoin d'un salaire qu'un jour sur deux, ou une semaine sur deux. Raisons de plus pour serrer les rangs à la base entre CDI, fonctionnaires, CDD, intérim... etc ! Tous ensemble

pour imposer le partage du travail avec maintien du salaire.

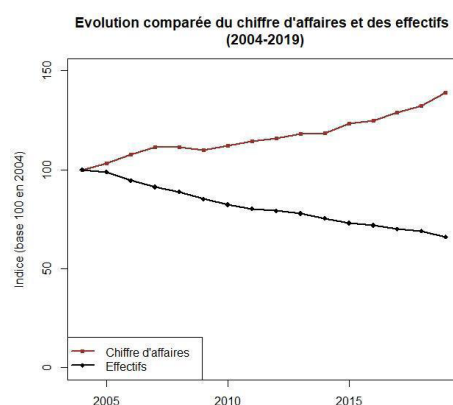
Et ailleurs...

Méto, boulot et dodo à 18h...

Le couvre-feu à 18h, c'est le summum du confinement made in MEDEF. Les salariés peuvent aller se faire exploiter et prendre les transports bondés. A la limite, on les autorise à aller au supermarché (il ne faudrait pas fâcher les actionnaires de Carrefour, Auchan etc.) mais tout le reste leur est interdit. Si beaucoup d'entre nous sommes convaincus de respecter les gestes barrière pour se protéger les uns les autres, le gouvernement quant à lui protège surtout les profits des grandes entreprises.

La Poste s'enrichit...

... Avec un chiffre d'affaire record en 2020 de 30 milliards d'euros (+ 5 milliards par rapport à 2019). Alors que depuis quelques mois, on nous fait croire que La Poste va très mal, que c'est la crise, qu'il n'y a plus d'argent ! Ils osent même dire que tout



Source : Facebook, «Le caché de La Poste»

le monde va devoir faire des efforts (comprendre des réorganisations, des suppressions d'emplois) pour continuer à augmenter la productivité sur le dos des travailleurs. Tout ça doit s'arrêter : de l'argent il y en a largement assez pour qu'on vive correctement !

« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin »

Jeudi 14 janvier, un rassemblement a eu lieu pour la réintégration d'un collègue devant le tribunal de Cergy, contre un licenciement abusif par Mme Pénicaut (ancienne ministre du travail). Plus de 300 manifestants présents pour soutenir une seule personne, c'est énorme. Ceci grâce à une cohésion entre les syndicats, les différentes entreprises impactées par la crise et des collègues facteurs ! Nous attendons avec impatience le délibéré du 28 janvier !

A nous d'en faire autant et de remporter les victoires face au patronat !

Pressés de quoi ?

Alors que tous les ans les feuilles de congés d'été arrivent en retard, cette année, la direction est très pressée. Elle veut nous les donner tout de suite. Mais nous ne savons même pas quand et où nous pourrions partir avec l'épidémie qui continue ! La Poste ne jure que par l'auto-remplacement pour augmenter sa productivité. Leurs priorités ne sont vraiment pas les nôtres.